



[Vol. 21, No. 3 \(octobre 1993\)](#)

Avoir un jardin à Addis Abeba

par Marilyn Lee

L'urbanisation s'est accélérée en Éthiopie entre le milieu des années 1970 et les années 1980. Conjugué à la sécheresse, à la famine et à la guerre, elle a exercé d'énormes pressions sur l'approvisionnement alimentaire du pays. C'est le cas de sa capitale, Addis Abeba.

Les habitants des villes pourraient toutefois faire davantage pour se nourrir si les autorités leur permettaient de renouer avec la pratique de la culture en milieu urbain, déclare Mme Axumite G/Egziabher, agronome éthiopienne. Cette spécialiste s'est penchée pendant plusieurs années sur l'agriculture urbaine dans la capitale nationale. Elle en a conclu que cette coutume est bénéfique pour les gens et pour leur collectivité.

" Produire en ville n'est pas nouveau. C'est une tradition ancestrale. L'élevage des vaches, des moutons et de la volaille, ainsi que la culture du maïs et d'autres légumes en milieu urbain sont chose courante ", a-t-elle dit aux délégués du colloque tenu par l'Association canadienne d'études africaines, tenu à Toronto en mai 1993. " Pour certaines familles, c'est même le seul moyen de subsistance. " Les travaux d'Axumite sont particulièrement importants pour la capitale de son pays. Le rapport éthiopien préliminaire sur la population et le recensement des logements, daté de 1984, indique que 30,2 % de la population urbaine s'y concentre. La faim et la pauvreté sont des problèmes graves dans un centre urbain comme Addis Abeba, affirme la chercheuse. Une enquête menée par le bureau du Plan, la même année, montre que le revenu de 60 % de tous les ménages urbains est inférieur à 200 birrs par mois (40 \$ US de 1984). Parmi ceux-ci, on estime que 56 % du revenu familial est dépensé pour la nourriture. En 1983, révèle une enquête auprès de 1 352 ménages, seulement 17 % d'entre eux cultivaient leurs propres légumes; la superficie cultivée était inférieure à 25 m²; 90 % de ceux qui ne cultivaient rien invoquaient comme raison l'impossibilité d'accéder à la terre.

Axumite considère que l'agriculture urbaine offre pourtant une solution à long et à court terme au problème de l'approvisionnement alimentaire; de plus, elle permet un régime alimentaire sain. Les Éthiopiens consomment en général peu de légumes à cause de leur prix élevé et de leur rareté, la tradition privilégiant d'autres denrées comme la viande.

LE POUVOIR HÉSITE

Bien que tout indique qu'il faut tirer parti des terres vacantes pour la production alimentaire, l'agronome éthiopienne constate que les politiques gouvernementales vont en sens contraire. Elle va jusqu'à dire que les autorités mésestiment gravement l'agriculture urbaine. Malgré ses bienfaits évidents, les citoyens, de leur côté, considèrent qu'il s'agit d'une activité à temps partiel, sinon d'un passe-temps. Ce genre d'agriculture améliore pourtant la qualité de la vie de différentes manières et, surtout, elle est créatrice d'emploi. Bien que la plupart des aliments produits par les ménages servent principalement à leurs propres besoins, certains parviennent à écouler leurs excédents et à en tirer des revenus. La production se fait près des habitations, ce qui facilite son transport, fait baisser la consommation de carburant et n'endommage

pas la chaussée.

En dépit de ces avantages, Axumite affirme que les habitants intéressés ont du mal à obtenir l'autorisation d'exploiter les terres publiques; ils se heurtent à un mur d'indifférence. " Les terres publiques sont pourtant nombreuses: cours d'école, accotements, bordures des routes et parcs. "

L'accès au crédit est également limité quand il s'agit d'emprunter pour lancer une activité agricole ou même pour acheter des outils, confirme Axumite. Elle invite donc les planificateurs et les élus à répondre aux besoins des habitants en permettant la culture en milieu urbain. Si les autorités de la ville d'Addis Abeba acceptaient le principe de l'accès aux terres publiques, le dégrèvement d'impôt ou la coordination des organismes, gouvernementaux et non gouvernementaux, cela constituerait déjà un pas décisif.

Malgré l'apathie gouvernementale, l'agronome a découvert quelques jardins qui existaient depuis 43 ans. C'est justement cette continuité qui peut convaincre les pouvoirs publics que l'agriculture urbaine mérite leur appui. " À l'heure actuelle, le gouvernement ne fait que tolérer, alors qu'il devrait encourager et promouvoir. "

Ce sont, selon la chercheuse, les familles nombreuses qui s'adonnent de préférence à l'horticulture. En répartissant le travail entre plusieurs personnes, chacun peut vaquer à ses obligations culturelles et sociales. Les jardins familiaux permettent la collaboration de différentes branches de la famille soucieuses d'assurer une subsistance à long terme. " C'est une forme d'assurance", dit-elle: " Je t'aide aujourd'hui, tu m'aideras demain. "

On observe aussi que la gestion collective est proportionnelle au bien-être de la maisonnée: celle-ci dépense moins pour les produits alimentaires. Environ 60 % des familles qui exercent l'agriculture en ville sont ainsi propriétaires de leur maison et ont un niveau d'instruction plus élevé.

ENJEUX DES COOPÉRATIVES

Quoique l'agriculture urbaine soit, dans la plupart des cas, une affaire de famille, Addis Abeba compte toutefois cinq coopératives agricoles. Elles sont toutes situées le long du fleuve ou des cours d'eau, tirant avantage de chutes naturelles et de petits canaux d'irrigation. Une partie de leur production sert à la consommation des membres, mais la plus grande part est destinée à la vente.

À la grande surprise d'Axumite, la coopérative la plus importante, Mekanissa, Furi & Saris, est née d'une volonté d'autosuffisance et de protection contre l'exploitation d'autrui. Qu'il suffise de dire que le revenu de ses membres est de 70 % plus élevé que celui des citoyens qui ne s'adonnent pas à l'agriculture. De plus, la coopérative a modifié les comportements de ses membres: chacun d'eux a des droits et obligations face aux différentes tâches à accomplir; tous ont droit de voter et d'être élus; les parts sont distribuées selon un nombre de points attribués à chaque tâche.

Cette solidarité a poussé les membres à résoudre eux-mêmes les problèmes qui surgissaient; leur savoir-faire et leur nouvelle assurance les ont aidés à devenir plus indépendants, observe Axumite.

Mais même dans ce cas, le crédit devient un obstacle: la coopérative n'étant pas reconnue par le gouvernement, elle ne peut recevoir de prêts pour améliorer sa productivité.

L'AVENIR, TOUT DE MÊME

Si cette recherche majeure lève le voile sur l'incidence de l'agriculture urbaine à Addis Abeba, il convient, soutient Axumite, d'étudier la question plus à fond. La production alimentaire dans les zones urbaines, surtout celle de légumes périssables, réduira sans doute les inconvénients liés au transport des denrées, ainsi qu'à la transformation et à l'emballage. Mais son rôle économique doit être mieux compris.

Les scientifiques doivent également analyser l'impact de l'agriculture urbaine sur l'environnement, tant sur

le plan des microclimats et de la protection des sols que de l'élimination des déchets. Enfin, Axumite ajoute qu'il ne faut pas oublier l'influence de l'agriculture urbaine sur la structure socioéconomique des collectivités où elle se pratique. Après tout, elle représente plus qu'un phénomène provisoire.

Pour plus de renseignements :

Axumite G/Egziabher,
P.O. Box 30387,
Addis Abeba, Éthiopie
Tél.: (01) 185932 Téléc.: 251-1-510545

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).